[Text]

Mrs. MacInnis: Is there any way in which cablevision can protect itself, such as using the time lag that you say radio has.

Mr. Short: No practical way. We do not get any revenue from advertising. The expense involved in video taping and having an instant replay 10 seconds later is very sizeable.

Mrs. MacInnis: There is no technological way in which that can be ...

Mr. Short: Yes, you can have an instant replay, but it is expensive, very expensive.

The Chairman: Then you are twice responsible.

Mr. Short: That might be the way to do it if there were revenue on this local channel, but it is prohibitive in practice where it is a free access type of thing. I must add, Mr. Chairman, that we frankly have not had a great many cases of this, but the lawyers tell us we are extremely vulnerable.

The Chairman: I think you must stay vulnerable because you are transmitting messages. If you wish, within your media, to invite people to make statements, then you must take part of the responsibility of these transmissions.

Mrs. MacInnis: Would you not think the . . .

The Chairman: Otherwise anyone could go—you are responsible people—to your studios and say something without your being responsible for it.

 ${\bf Mrs.~M}\alpha {\bf cInnis:}~{\bf I}$ wonder, Mr. Chairman, if the vulnerability of candidates would not protect you.

Mr. Short: Yes, probably it would. I think, as a matter of fact, it is a credit to our total society. This free-access time in the larger urban centres is open to anyone and these groups are coming on. We have not been in trouble yet.

• 1740

The Chairman: To put a fence in a law does not mean that we are reflecting on the population as a whole.

Mr. Benjamin: Would this be helpful, in the case of cable companies, if the law said that where the candidate or party failed to provide an advanced script...

Mr. Short: Yes.

Mr. Benjamin: Then the cable company would be relieved of any—But then even with the advance script, what is to stop him from leaving his script for 30 seconds and saying something real mean about his opponent? How are you going to stop him?

The Chairman: I think we will have better arguments than attacking on opponents.

Mr. Benjamin: You and the candidate can go to jail together.

Mr. Short: Well, we just wanted you to be aware.

[Interpretation]

Mme MacInnis: La cablovision est-elle en mesure de se protéger en se servant du laps de temps dont la radio dispose?

M. Short: Il n'y a pas de solution pratique. La publicité ne nous apporte aucun revenu. Les frais d'enregistrement videoscopique et de reprise éclair 10 secondes plus tard sont passablement élevés.

Mme MacInnis: Aucun moyen technique ne vous permet

M. Short: Oui, nous avons les reprises éclairs mais ce procédé est coûteux, très coûteux.

Le président: Alors vous êtes doublement responsables.

M. Short: Cela pourrait être la façon de régler la question, si ce canal régional nous apportait quelques revenus. Mais cela est défendu dans la pratique, car c'est un genre de liberté d'accès. Je dois ajouter, monsieur le président, que ces cas ne se présentent vraiment pas souvent, mais nos avocats nous disent que nous sommes très vulnérables.

Le président: Je crois que vous devez le demeurer, car vous transmettez des messages. Si vous voulez vous servir de votre instrument de publicité pour inviter les gens à émettre leur opinion, vous vous devez d'assumer une part de responsabilités pour ces émissions.

Mme MacInnis: Ne croyez-vous pas que . . .

Le président: Sans quoi n'importe qui pourrait se rendre à vos studios et dire n'importe quoi sans que vous soyez responsables. Il va sans dire, que vous êtes des personnes responsables.

Mme MacInnis: Je me demande, monsieur le président, si la vulnérabilité des candidats ne vous protégerait pas.

M. Short: Oui, probablement. Je crois en fait que cela est tout à l'honneur de l'ensemble de notre société. Ce temps gratuit est offett à tout le monde dans les centres urbains et ces groupes commencent à s'en prévaloir. Nous n'avons eu aucun problème jusqu'ici.

Le président: Encadrer des lois ne signifie pas nécessairement qu'on censure toute une population.

M. Benjamin: Est-ce que ce serait utile, dans le cas des sociétés de câblovision, si la loi prévoyait que le candidat ou le parti qui omet de fournir un texte à l'avance...

M. Short: Oui.

M. Benjamin: La compagnie serait relevée de tout ... Mais même dans le cas de texte fourni à l'avance, qui pourrait l'empêcher de laisser tomber pour une trentaine de secondes le texte et d'attaquer personnellement son adversaire? Comment pourrait-on l'arrêter?

Le président: Je crois qu'on peut trouver de meilleurs arguments que d'attaquer personnellement un adversaire.

M. Benjamin: Vous et le candidat, vous pourriez tous deux aller en prison pour cela.

M. Short: Nous voulions seulement que vous soyez mis au courant.